

✉ ISSN: 3105-8485 (L) / 3105-8493 (P)

🌐 <https://perspectivesplurielles.net/>



Perspectives PLURIELLES

— Revue scientifique —

ARTS, LETTRES ET LANGUES | SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES



— N°2 - Avril 2026 —

TOME II

Sciences Humaines et Sociales

Éditeur :

UFR Communication et Société
Université Alassane Ouattara
(Côte d'Ivoire)

PERSPECTIVES PLURIELLES

Tome II
(Sciences Humaines et Sociales)

N°2 — Avril 2026

ISSN : 3105-8485 (L) | 3105-8493 (P)

Adresse postale : BP v 18 Bouaké 01

Contact : +225 0757504341

<https://perspectivesplurielles.net/>
revueperspectivesplurielles@gmail.com

RÉFÉRENCIEMENT ET INDEXATION



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=24999>



Scientific Journal Impact Factor

CERTIFICATE OF INDEXING (SJIF 2026)

This certificate is awarded to

Perspectives Plurielles
(ISSN: 3105-8485 (E) / 3105-8493 (P))

The Journal has been positively evaluated in the SJIF Journals Master List evaluation process
SJIF 2026 = 5.147

SJIF (A division of InnoSpace)



SJIFactor Project



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/1529502>



<https://portal.issn.org/resource/ISSN-L/3105-8485>

ÉDITORIAL

Ce deuxième numéro de Perspectives Plurielles consacre la dynamique éditoriale amorcée en décembre 2025 et témoigne de la vitalité d'un projet scientifique pluridisciplinaire en pleine expansion. Riche d'un large ensemble de contributions originales, ce numéro réunit des travaux relevant aussi bien du champ des Arts, Lettres et Langues que de celui des Sciences Humaines et Sociales. L'ampleur du volume reçu, la diversité des laboratoires et institutions représentés, ainsi que la qualité soutenue des manuscrits retenus à l'issue d'une évaluation rigoureuse par les pairs, ont conduit le comité de rédaction à structurer la livraison en deux tomes — un choix qui reflète l'identité propre à chaque grand champ tout en préservant l'unité d'un projet résolument intégratif.

Le Tome I rassemble études littéraires et travaux en sciences du langage, mobilisant aussi bien des œuvres canoniques que les langues africaines dans une perspective comparative. Le Tome II déploie un large éventail de problématiques en géographie et aménagement du territoire, sociologie, anthropologie et criminologie, sciences de l'éducation, psychologie et communication, sciences politiques, droit, philosophie, histoire et fait religieux. La diversité des terrains étudiés — Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Gabon, Togo, République démocratique du Congo et République du Congo — illustre la portée continentale de cette livraison. Plusieurs lignes de force s'y dégagent : résilience environnementale et sociale, inscription du numérique dans les pratiques quotidiennes, transformations urbaines, gouvernance des ressources naturelles, mémoire historique et recompositions identitaires.

Le comité de rédaction adresse sa profonde reconnaissance aux auteurs, aux évaluateurs et au comité scientifique, ainsi qu'à l'UFR Communication et Société de l'Université Alassane Ouattara, partenaire fidèle de cette aventure. Que ce numéro confirme Perspectives Plurielles comme un espace de référence où s'élaborent, en dialogue, des savoirs ouverts sur les sociétés contemporaines et leurs mutations.

Bonne lecture.

Le Comité de rédaction

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication :

M. Konan Thiery St Urbain YEBOUE, Maître de Conférences

Secrétariat de rédaction

Dr (MC) KANGA Kouakou Hermann
Michel, Université Alassane Ouattara

Dr (MC) YOMAN N'goh Koffi Michael,
Université Alassane Ouattara

Dr KOUAMÉ Koaténin, Université
Alassane Ouattara

Dr KONAN Aya Suzanne, Université
Alassane Ouattara

Dr AKABLAH Tchoumou Léopold,
Université Alassane Ouattara

Dr Kouamé Alain SARAKA, Université
Alassane Ouattara

Dr Kanhoun Baudelaire KOUAME,
Université Alassane Ouattara

Dr Kouakou Camille GOLI, Université
Alassane Ouattara

Comité Scientifique et de Lecture :

Prof. Lazare Marcelin POAME,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Prof. Doh Ludovic FIÉ, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Pierre KAMDEM, Université de
Poitiers, France ;

Prof. Joseph P. ASSI-KAUDJHIS,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Prof. (Dir. Rech.) Kouadio Raphaël
OURA, Université Alassane Ouattara-
CRD, Côte d'Ivoire ;

Prof. Atta Jacob BRINDOUMI,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Prof. SOW Ndioro, Université Gaston
Berger, Sénégal ;

Prof. Fabio VITI, Université Aix-
Marseille, France ;

Prof. François LAMBOTTE, Université
Catholique de Louvain, Belgique

Prof. Konan Arsène KANGA, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Prof. Kacou GOA, Université Félix
Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire ;

Prof. Yao Jean-Aimé ASSUE, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

Prof. Eveno Emmanuel, Université
Toulouse Jean-Jaurès, France ;

Prof. Kouakou Désiré M'BRAH,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire.

Prof. Göbel Christof, Universidad
Autónoma Metropolitana de Mexico,
Mexique ;

Dr (MC) Kouassi Ernest YAO, Université
Jean Lorougnon Guédé de Daloa, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Jean Joël BAH, Université
Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire ;

Dr (MC) Dhédé Paul Éric KOUAMÉ,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Yao Jean Julius KOFFI,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Adjoua Pamela N'GUESSAN,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Abiba DIARRASSOUBA,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Koffi Syntor KONAN,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Ehua Manzan Monique BEIRA,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire ;

Dr (MC) Konan Hubert KOUADIO,
Université Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire.

Sommaire

Géographie, environnement et aménagement du territoire

AKABLAH Tchoumou Léopold

1. Extraction du kaolin à Bingerville (Côte d'Ivoire) : entre résilience et enjeux de durabilité1-14

AHOSSIN Rodrigue, OUSSOU Cossi Brice, WOKOU Guy et YABI Ibouaïma

2. Contraintes du développement de l'agrumiculture (orange) : alternatives de résilience du système agricole dans la commune de Za-Kpota au Sud-Bénin15-34

Yao Dieudonné KOUASSI, Saï Pou SOUMAHORO et Soungari FOFANA

3. Influence du redressement pluviométrique récent sur le rendement de l'igname (*Dioscorea* spp.) dans la sous-préfecture de Dabakala (Nord de la Côte d'Ivoire).....35-50

KOUAMÉ Kouassi Christophe et BAZOUMANA Diarrassouba

4. Gestion des déchets dans le paysage urbain de Vavoua (Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire) : défis actuels et perspectives d'avenir51-65

TUO Yessonguigna Léa épse KONAN et SILUÉ Pébanagnan David

5. Rôle du barrage hydro-agricole de Nouplé dans la durabilité des ressources aquatiques : cas du département de Korhogo66-79

Mory SIBY, Hamadoun TRAORE et Charles SAMAKE

6. Les taxis-tricycles : un nouveau mode de transport aux effets mitigés dans la commune urbaine de Kati (Mali)80-97

Ibra FAYE, El Hadji Balla DIEYE, Henri Marcel SECK, François Ngor SENE, Djiby YADE et Insa DIATTA

7. Influence des fluctuations climatiques et hydrologiques sur les transformations environnementales dans les Niayes (Sénégal).....98-116

Boni Romulus BIAOU et Hervé A. KOMBIENI

8. Déterminants démographiques de l'accessibilité physique des établissements scolaires aux élèves handicapés à Parakou (Bénin)117-133

Alla Kouadio Jean Parfait, Bassa Koffi Jean-Claude et Alla Della André

9. Production de bois-énergie à Dimbokro (Côte d'Ivoire) : vulnérabilités écologiques, impacts sanitaires et perspectives de durabilité.....134-148

Insa DIATTA, Tidiane SANÉ, Ibra FAYE et François Ngor SÈNE

10. Dynamique de l'occupation des sols en pays balant (Moyenne-Casamance, Sénégal) dans un contexte de variabilité pluviométrique.....149-168

Achille Roger TAPÉ, N'zué Pauline YAO épse SOMA et Marc Koffi KOFFI

11. Disponibilité foncière et viabilité du maraîchage dans l'espace périurbain à Bouaké (Centre de la Côte d'Ivoire).....169-178

Konan Norbert KOFFI, Anicet Renaud GNANKOUEN, Affoué Sonya ALLA et Couado Amanda GOH

12. Les déterminants de l'étalement de la ville de Boundiali dans un contexte de planification urbaine179-194

Fatogoma YÉO

13. Dynamique démographique et accès aux établissements primaires publics à Abobo (Nord d'Abidjan).....195-210

Kafilatou T. SOUBEROU, Irène S. Samson KOSSOU, Dodzi ADAHA, Tranquillin YADOLETON, E. Orens HOUDEGBE, A. Quinette TCHINTCHIN, B. Baudelaire DASSOU, Isabelle DAGA et Euloge OGOUWALÉ

14. Analyse de la résilience sociale des communautés aux inondations dans les communes de Bonou, Cotonou et Malanville au Bénin211-228

Marina Lyonel MALOUONO-LIVANGOU et Joseph Edmé SOUAMY-LEGRAND

15. Urbanisation et îlot de chaleur urbain à Djambala (République du Congo) : analyse de l'occupation du sol par télédétection sur la période 2000-2024229-243

Charles Aimé KOUASSI et Bébé KAMBIRÉ

16. Analyse physico-chimique et biologique de la pollution des eaux de la lagune Ébrié à Abobo-Doumé (Abidjan, Côte d'Ivoire)244-259

Irène Sèmédéton Samson KOSSOU, Kafilatou T. SOUBEROU, Adéréwa Aronian Maximenne AMONTCHA, Pocoun Damè KOMBIENOU et Euloge OGOUWALE

17. Typologie des espaces verts et perceptions sur leur contribution dans l'atténuation des inondations à Cotonou (Bénin, Afrique de l'Ouest).....260-278

Théophile 2e Jumeau KABRÉ, Songanaba ROUAMBA et Amadou OUEDRAOGO

18. Disparités spatiales des conséquences sanitaires de la consommation alimentaire des ménages à Ouagadougou279-297

Agnès VISSOH et Akibou AKINDELE

19. Relation entre les paramètres climatiques (température, humidité et pluviométrie) et l'incidence de la méningite dans la zone sanitaire Tanguiéta-Matéri-Cobly (Bénin, Afrique de l'Ouest)298-319

Sylvain Roger BONKOUNGOU

20. Approvisionnement en eau potable à Koudougou (Région de Nando – Burkina Faso) : état des lieux et stratégies pour une gestion efficiente.....320-337

Enoch Attougré KOFFI et André Della ALLA

21. Analyse et cartographie du risque paludisme en milieu urbain : cas d'Abobo (Abidjan).....338-356

Kouamé Frédéric N'DRI

22. Fiscalité sur les intrants zootechniques et insertion socio-économique des jeunes ruraux : analyse de l'impact de la TVA dans la sous-préfecture de Bouaké (Côte d'Ivoire)357-374

SORO Souleymane, ZOGBO Zady Edouard et KONE Basoma

23. Analyse de l'implication des femmes dans la production et transformation du manioc dans les sous-préfectures de Yamoussoukro et Lolobo (Côte d'Ivoire).....375-391

Fasséry KONATÉ et Kouadio Joseph KRA

24. Analyse de la répartition spatiale des structures de police publique dans la lutte contre l'insécurité urbaine à Korhogo au Nord de la Côte d'Ivoire.....392-406

Sociologie, agro-sociologie, anthropologie, criminologie et ethnologie

- TAGRO Marcelle-Josée épouse NASSA, N'GUESSAN N'Dah Konan Prince Romaric et DROH De Bloganqueaux Soho Rusticot**
25. L'inclusion sociale à l'épreuve du renouvellement urbain : production de l'espace et justice spatiale à Abidjan.....407-424
- Kouassi Angenor YAO et Kouamé Franck YAO**
26. Impact culturel et perceptions des populations d'Attinguié au programme « PEJEDEC 3 » : cas du sous-projet « THIMO » dans la sous-préfecture d'Anyama425-435
- KOUAKOU Bah Jean-Pierre, FANNY Navouon, ASSI Aka Bah Laurice et OLATAYO Olatundé Ludovic**
27. Perceptions populaires liées aux méthodes contraceptives chez les communautés baoulé et malinké dans la commune de Bouaké (Côte d'Ivoire)436-451
- Mandjin Adama SOULAMA et Félicité BIHOUN**
28. Le baptême chez les Ciranba : rituel de nomination, identité et inscription sociale452-472
- Ibrahim HAROUNA OUSMANE et Amadou OUMAROU**
29. Du terrorisme à la géocriminalité : stratégie du groupe « Lakurawa » dans la région de Dosso (Niger)473-483
- M'Bra N'Goran Marie-Joseph YAO, Dimi Théodore DOUDOU et Brou Ghislain KOUADIO**
30. Analyse des déterminants du refus de l'installation du centre de prélèvement de la COVID-19 à Yopougon-Toits-Rouges (Abidjan, Côte d'Ivoire).....484-500
- Assamoi Omer YAPI**
31. Insertion socio-économique des jeunes citadins gwa ruralisés et conflits fonciers à Alépé.....501-521
- Robert Lorimer ZOUKPÉ**
32. Facteurs sociaux de la fragilisation des règles de succession à l'autorité royale : le cas du royaume de Sakassou (Côte d'Ivoire).....522-537
- Brou Gbalou David KOUASSI**
33. Intégration interrelationnelle et configurations urbaines de l'expérience migratoire au Canada : comparaison Montréal–Sudbury.....538-550
- Aristophane A. SOUKOSSI, Ingrid Sonya ADJOVI et Guy Sourou NOUATIN**
34. Caractérisation des acteurs de la chaîne de la mobilisation des ressources financières pour le développement rural au Nord Bénin.....551-570
- ## Sciences de l'éducation et psychologie / Communication
- Moulin Aymar MBINA YEMBI**
35. Rôle de la sécurité psychologique dans la relation entre inclusion organisationnelle et bien-être lié à la déconnexion psychologique des salariés.....571-583
- Abakar Mahamat HASSABALLAH et Saibou Christine VALDA**
36. Éducation environnementale et comportements écologiques des élèves à N'Djamena.....584-597

Mamadou SALL, Mame Diarra CAMARA, Mamadou DIENG et Séga GUEYE	
37. Les technologies de l'information et de la communication comme alternative au déficit expérimental dans l'enseignement des sciences physiques au Sénégal	598-611
Aboubekr THIAM, Alhoudourou A. MAIGA, Abibou DIOP, Alassane DIOP et Richard HOTTE	
38. Jeux sérieux éducatifs et ancrage socioculturel africain : le projet AMI à Kalani au Nord du Mali.....	612-627
Placide MENGOUA	
39. Work centrality, self-efficacy and social loafing among university support staff in Cameroon: a mediation analysis	628-641
Djirekar Thierry MEDA	
40. Épreuves psychologiques dans le processus de gestion du changement organisationnel chez le personnel d'une société d'État : cas de la Société des Aéroports du Faso (SAF)	642-658
Ulrich Ariel YEKE PENDI	
41. L'influence de la drépanocytose sur les capacités de mémorisation chez l'enfant âgé de 4 à 5 ans.....	659-677
AHMAT Abdoulaye Bichara	
42. Gestion de la discipline et lutte contre la violence estudiantine au campus universitaire d'Ardep Djournal de N'Djamena	678-700
Sékou SAVADOGO, Léonce RAMDE, Harouna DERRA et François SAWADOGO	
43. Évaluation du niveau d'entretien des manuels scolaires du cycle primaire au Burkina Faso.....	701-716
Roger KABATA MULUNDU	
44. Éducation environnementale dans les médias audiovisuels de Kinshasa	717-732
Assagaye AGAISSA et Fassouma YAHOUSA AMADOU	
45. L'utilité de la carte dans l'enseignement-apprentissage de la géographie au Niger : cas du lycée Amadou Kouran Daga de Zinder.....	733-750
Inagnibomoua Kader KANE et Rosamour Gassien Aymar TSAMBA-NDZEDY-MOUGHOUA	
46. La vie du couple à l'ère du numérique au Gabon : qu'en est-il du lien conjugal ?	751-765
Sciences politiques, droit et philosophie / Histoire et religion	
BOTTY Bi Naga Landry	
47. Les démocraties contemporaines à l'épreuve des réseaux sociaux.....	766-779
Cédric Gouama Sidbeniwend COMPAORÉ	
48. La société contre la peur : relecture rousseauiste de la résilience politique en contexte de crise sociale	780-793
Pauline Vanessa NTSAME MINTSA ép. ZUE ESSANGUI	
49. Transformations numériques en Afrique : réflexion juridique sur les mutations contemporaines du droit pénal à partir du cas gabonais	794-810
Amani Stéphane N'GUESSAN	
50. Droits civils et politiques en période électorale : enjeux et défis pour l'Afrique	811-829

Cyrille Aymard BEKONO	
51. L'Afrique subsaharienne et la Chine : des trajectoires de développement différenciées vers une relation idyllique	830-848
ANZIAN Mlan Kouakou Pierre	
52. La médiation numérique de la foi chrétienne : entre opportunités d'évangélisation et défis éthiques	849-864
Seybou DJIBO	
53. La guerre des courants islamiques au Niger	865-887
Kouadio Jean DIBY et Zroh Grâce Fetana DEMAIN	
54. De la résistance à l'administration de Biankouma de 1895 à 1920	888-903
Sié François KOUAKAN	
55. Transformation socio-culturelle au Sudan à l'épreuve des migrations (XIe-XVIe siècle).....	904-914
Mathieu SITIONON	
56. L'Institut biblique de Yamoussoukro, matrice du leadership évangélique (1965-1995) : analyse des parcours pastoraux et de la pluralité des formes de ministère en Côte d'Ivoire.....	915-931
Mamadou Mariame DIALLO	
57. Difficultés d'abolition et conséquences socioculturelles de l'esclavage et de la traite négrière en Ségambie (1905-2025)	932-946
BAKAYOKO Djakaridja	
58. La bataille politique en Côte d'Ivoire après la mort de Félix Houphouët-Boigny : 1993-1995.....	947-962
KOUADIO Yao Clément et ANGU Bléou Sylvain	
59. Querelles entre le PDCI-RDA et les forces para politiques en Côte d'Ivoire (1958-1970) : une analyse historique	963-978

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À KOUDOUGOU (RÉGION DE NANDO – BURKINA FASO) : ÉTAT DES LIEUX ET STRATÉGIES POUR UNE GESTION EFFICIENTE

DRINKING WATER SUPPLY IN KOUDOUGOU (NANDO REGION – BURKINA FASO): CURRENT STATE AND STRATEGIES FOR EFFICIENT MANAGEMENT

Sylvain Roger BONKOUNGOU

LABOSHS – Université Norbert Zongo, Koudougou, Burkina Faso
E-mail : rsbonk@gmail.com

Résumé : Koudougou, troisième ville du Burkina Faso, fait face à de multiples problèmes liés à l’approvisionnement irrégulier en eau potable. Les coupures d’eau y sont devenues récurrentes, avec beaucoup plus d’acuité chaque année. C’est pourtant pour pallier les insuffisances de gestion de l’eau potable que l’État, à travers un contrat-plan renouvelable, avait délégué cette tâche à une entreprise publique nationale qu’est l’Office National de l’Eau et de l’Assainissement (ONEA). Comment peut-on expliquer ces situations de pénuries récurrentes qui menacent à terme de compromettre le développement de cette ville ? Cet article a pour objectifs de faire l’état des lieux de l’approvisionnement en eau potable et de proposer des stratégies pour sa gestion durable dans la ville de Koudougou. Notre approche méthodologique s’est appuyée sur la revue de littérature et des enquêtes opérées sur un échantillon de consommateurs constitué de 50 ménages dans cinq secteurs (les secteurs n° 1, 2, 3, 5 et 9) de la ville de Koudougou. Des entretiens ont également été menés avec des autorités administratives et des concessionnaires de l’ONEA. Des sorties de terrain ont été nécessaires pour constater et discuter avec les opérateurs des fontaines publiques. Les principaux résultats montrent que les problèmes de gestion de l’eau potable sont liés à la disponibilité de la ressource dans les retenues d’eau de surface et dans la nappe phréatique. À ceux-ci s’ajoutent des problèmes bien plus importants de gouvernance. Quant aux stratégies de gestion, elles sont nombreuses et diverses. Il s’agit essentiellement de l’amélioration de la qualité de l’eau, de l’extension du réseau d’adduction d’eau potable à la périphérie de la ville et de la multiplication des bornes-fontaines.

Mots-clés : Eau potable ; gestion ; ONEA ; Koudougou ; Burkina Faso.

Abstract: Koudougou, Burkina Faso’s third-largest city, faces a range of problems linked to an irregular supply of drinking water. Water cuts have become a recurring problem, becoming increasingly severe each year. Yet it was precisely to address shortcomings in drinking water management that the government, through a renewable contract, delegated this task to a national public enterprise, the National Office for Water and Sanitation (ONEA). How can we explain these recurring shortages, which ultimately threaten to compromise the city’s development? The aim of this article is to assess the current state of drinking water supply and propose strategies for its sustainable management in the city of Koudougou. Our methodological approach was based on a review of the literature and surveys conducted on a sample of 50 households across five sectors (sectors 1, 2, 3, 5 and 9) of the city of Koudougou. Interviews were also conducted with administrative authorities and ONEA concessionaires. Field visits were necessary to observe and discuss matters with the operators of public water fountains. The main findings show that drinking water management issues are linked to the availability of the resource in surface water reservoirs and in the groundwater table. Added to these are far more significant governance issues. As for management strategies, they are numerous and varied. They essentially involve improving water quality, extending the drinking water supply network to the outskirts of the city and increasing the number of standpipes.

Keywords: Drinking water; management; ONEA; Koudougou; Burkina Faso.

Introduction

Dans de nombreuses régions du monde, l'approvisionnement en eau potable constitue à la fois un enjeu et un défi majeur. À l'échelle de la planète, c'est en Afrique que se trouve la moitié des personnes qui boivent une eau provenant de sources non protégées (A. T. M. Sawadogo, 2024 : 1). Les pays sahéliens en particulier et ceux d'Afrique de l'Ouest en général sont confrontés à de véritables problèmes en matière d'eau (GWP/AO, 2009). Du point de vue de l'approvisionnement des populations en eau potable, plusieurs pays africains se retrouvent confrontés à des difficultés dont l'ampleur est liée à des variables physiques, démographiques, économiques et politiques (M. Dieng, 2011 : 2).

En 2030, des milliards de personnes n'auront pas accès à des services d'approvisionnement en eau potable adéquats, d'assainissement et d'hygiène gérés en toute sécurité si le taux de progression actuel n'est pas multiplié par quatre, d'après le rapport conjoint de l'OMS et de l'UNICEF (OMS et UNICEF, 2020 : 11) cité par H. Ouédraogo et M. Ouédraogo (2023 : 164). Malgré les efforts qui ont été faits en vue d'atteindre le sixième objectif de développement durable (ODD), en 2020, environ une personne sur quatre n'avait pas accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité à son domicile, selon le même rapport.

La diversité de ces variables a entraîné des réformes gestionnaires tant sur la ressource « eau » que sur le service « approvisionnement en eau potable », ceci dans le but de faire face aux défis. De ce fait, selon la Politique Nationale de l'Eau (PNE, 2015 : 36), la gouvernance des ressources en eau constitue un enjeu politique, économique et social majeur dans les pays en développement. Selon Actea (2018), au-delà des aspects techniques, la question fondamentale est celle de la gestion. C'est ce qui a sans doute conduit les différents gouvernants, par le biais des institutions internationales, à opérer de multiples réformes dans la gestion du service eau potable. De nombreuses tentatives d'organisation du secteur de l'eau furent menées depuis l'indépendance en 1960, et ce, dans un contexte de changement de vision du développement (Y. Banhero et L. Debevec, 2020 : 1). C'est ainsi qu'on a assisté à la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel dont la décentralisation constitue une continuité institutionnelle.

Malgré le fait que la gestion décentralisée de l'eau doive aboutir à un accès d'un plus grand nombre de la population à l'approvisionnement en eau potable (PNE, 2015 : 36), le Burkina Faso reste toujours confronté à des défis majeurs d'alimentation en la matière. En effet, le pays reste encore à un niveau plus ou moins faible avec un taux d'accès à l'eau de 48 % en 2017, et ce, malgré les efforts consentis pour rehausser le niveau d'accès des populations. Ce taux aurait d'ailleurs légèrement baissé en 2020 ; il serait passé à 47 %, taux imputable sans doute aux variations pluviométriques (WaterAid, 2021 : 6).

La question de l'approvisionnement en eau potable constitue de tout temps une préoccupation majeure pour les dirigeants des pays au sud du Sahara. Avec l'amplification des phénomènes climatiques extrêmes, des sécheresses conjuguées à une forte croissance démographique, la problématique se creuse avec plus d'acuité (R. S. Bonkougou et Y. Noba, 2025 : 375).

Koudougou, ville secondaire considérée comme la troisième ville du Burkina Faso, fait face à de multiples problèmes liés à la gestion des services urbains dont l'eau potable. L'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) est responsable de la production et de la distribution de l'eau potable, ainsi que de l'assainissement des eaux usées et excréta dans les centres urbains. L'ONEA joue le rôle de Maître d'ouvrage délégué pour le compte du MAH, en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées et excréta en milieu urbain et semi-urbain d'au moins 10 000 habitants (art. 2, décret 2001-095). La station de traitement d'eau potable de Koudougou alimente une grande partie de la population, avec des travaux d'extension du réseau et de renforcement de la capacité en cours.

Cependant, on note que les coupures d'eau sont devenues un phénomène régulier à Koudougou depuis plusieurs années. Malgré les protestations des populations et les promesses des autorités gestionnaires de l'eau, l'acuité du problème va crescendo d'année en année sans aucune solution visible dans l'immédiat. Dès le mois de mars, les populations urbaines sont en alerte et se préparent matériellement et psychologiquement à traverser les temps de forte chaleur dans la pénurie d'eau. C'est la ruée vers les marchands de bidons plastiques de vingt litres qui constituent les récipients les mieux adaptés selon les populations pour le transport de l'eau des châteaux d'eau publics et quelquefois au niveau des forages privés, quand les propriétaires sont humanistes et consentent à donner l'eau gratuitement aux riverains.

Dans le contexte de forte urbanisation que vivent tous les pays, la gestion des services urbains (accès à l'eau potable, assainissement, électricité) se pose avec de plus en plus d'acuité dans les villes en général et dans les plus pauvres en particulier (R. S. Bonkougou, 2021 : 442). Cette situation récurrente interpelle les chercheurs et décideurs car Koudougou est la troisième ville du Burkina Faso dans l'armature urbaine du pays et sa population s'accroît rapidement, et les risques que la ville soit un jour dans une situation de détresse hydrique s'accroissent au fil des années.

De ce constat, nous nous posons la question principale suivante : comment parvenir à un approvisionnement efficient de l'eau potable dans la ville de Koudougou ? L'objectif de cet article est de mettre en évidence des stratégies pour un approvisionnement efficient de l'eau potable dans la ville de Koudougou. L'hypothèse qui se dégage est que l'approvisionnement satisfaisant en eau potable à Koudougou dépend de la prospection complémentaire de sources d'eau plus

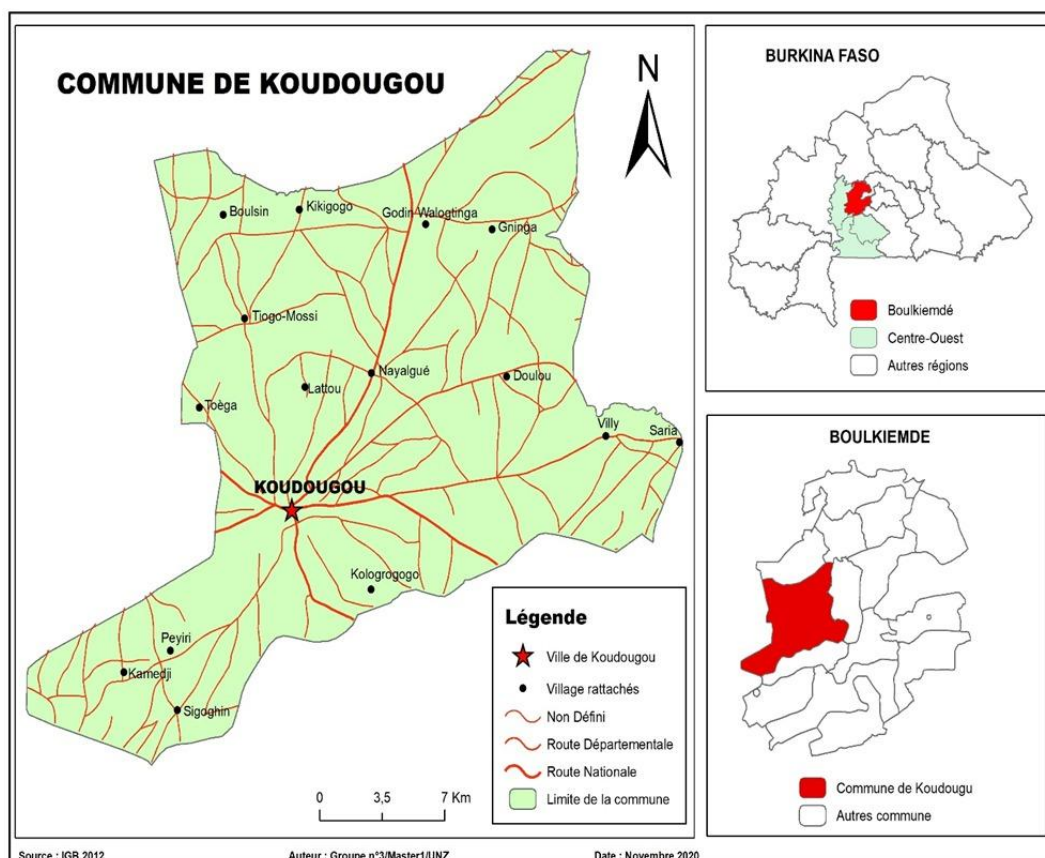
lointaines et de l'intégration des modes de gestion communautaires et privés comme compléments formels au réseau de l'ONEA.

1. Méthodologie

1.1. Cadre d'étude

La région de Nando (ex-région du Centre-Ouest) couvre une superficie de 21 891 km². Elle est constituée de quatre provinces dont le Boulkiemdé, avec pour chef-lieu Koudougou ; le Sanguié, chef-lieu Réo ; la province de la Sissili dont le chef-lieu est Léo ; et enfin la province du Ziro avec comme chef-lieu Sapouy. Géographiquement située sur les coordonnées 11° 45' Nord et 2° 15' Ouest, la région est à l'ouest, à environ 100 km de la capitale Ouagadougou, et occupe 8 % de la superficie nationale. Le Boulkiemdé fait partie du plateau central. Son relief est monotone avec une prédominance des altitudes de 200 à 300 mètres ; il comporte aussi quelques bas-fonds.

Figure n° 1 : Situation de la zone d'étude



Source : IGB, 2012.

Nous avons choisi la ville de Koudougou comme zone d'étude parce qu'elle constitue un important pôle d'attraction dans la région de Nando (ex-Centre-Ouest du Burkina Faso). Ce qui se traduit par une forte croissance démographique avec une augmentation des besoins en eau potable. Sur le plan scientifique, des études

ont été consacrées à la ville de Koudougou, mais la question de gestion efficiente de l'eau constitue un champ à explorer surtout pour les secteurs centraux. C'est donc pour combler un vide scientifique que cette ville a retenu notre attention.

1.2. Collecte des données

1.2.1. La recherche documentaire ou données secondaires

Les techniques de recherche ont consisté en la consultation des documents sectoriels de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement (DREA), des documents statistiques de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), mais également des études spécifiques notamment le Plan d'Entretien Consolidé (PEC) 2021-2025, le Plan Communal de Développement en Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (PCD-AEPA), le Programme Régional de Développement (PRD) et les annuaires statistiques du Ministère de l'Économie et des Finances. En plus de ces bibliothèques physiques, nous avons consulté les archives des bibliothèques en ligne comme celles de l'IRD et de 2iE ainsi que quelques plateformes à savoir thèses.fr et Google Scholar.

La collecte des données secondaires a permis de mettre l'accent sur la revue de littérature et le cadre théorique. Elle nous a conduit dans de nombreux centres de documentation tels que les bibliothèques du département de géographie de l'Université Norbert Zongo de Koudougou et de l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou. Ce qui a permis de consulter des mémoires, des thèses et des rapports.

1.2.2. Collecte des données primaires

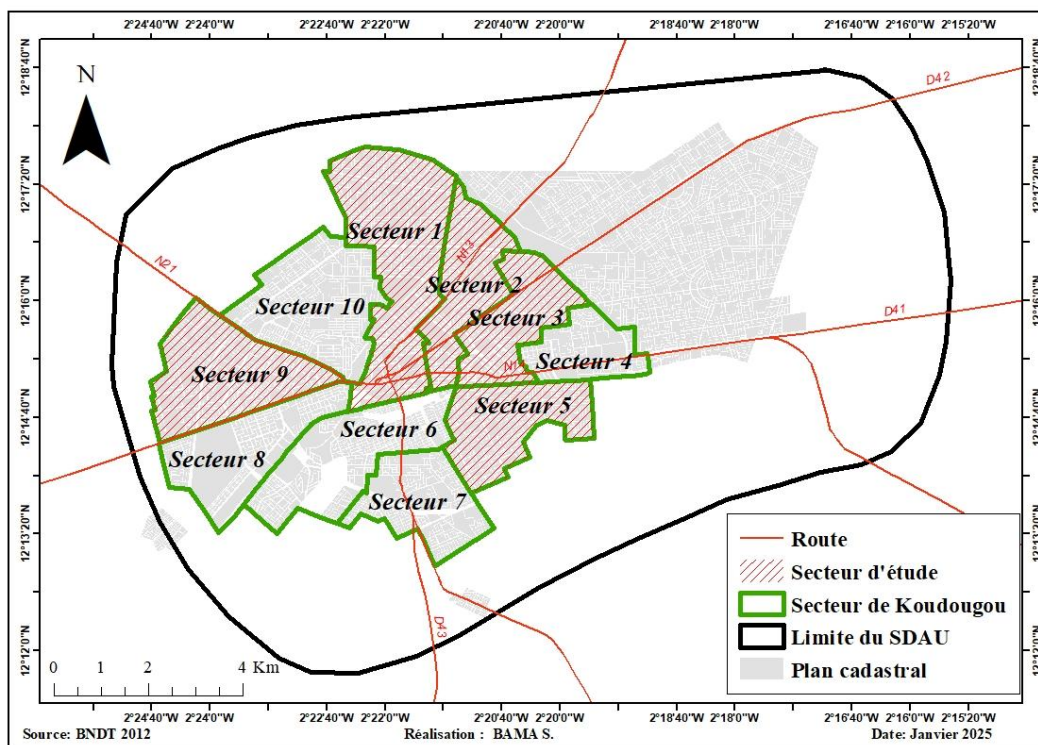
1.2.2.1. Les entretiens

Le guide d'entretien a été indispensable pour la collecte des données primaires. Les entretiens ont été réalisés auprès de la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement (DREA) du Centre-Ouest, de la Direction Régionale de l'Économie et de la Planification (DREP) du Centre-Ouest, des autorités de la commune de Koudougou (PDS, Secrétaire général, Chef de service Approvisionnement en eau potable [AEP] et Chef de service hygiène et assainissement). Ces données récoltées ont permis de confronter les difficultés vécues par les ménages avec les politiques publiques.

1.2.2.2. Le choix des localités

Le choix des secteurs 1, 2, 3, 5 et 9 comme zone d'étude répond à un double impératif. Il s'agit de la représentativité spatiale et de la fonctionnalité. Sur le plan de la représentativité, la ville de Koudougou compte dix secteurs ; ainsi, les secteurs 1, 2, 3, 5 et 9 représentent 50 % du territoire urbain de Koudougou. Sur le plan fonctionnel, les secteurs 1, 2, 3 constituent le noyau ancien de Koudougou, donc une forte densité commerciale avec des installations en infrastructures vétustes. Par contre, les secteurs 5 et 9 mettent en lumière le dynamisme de la ville.

Figure n° 2 : Localisation de la zone d'enquête



Source : BNDT, 2012 — Réalisation : BAMA S., janvier 2025.

1.2.2.3. L'échantillonnage des ménages

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude, notamment dans l'échantillonnage, est celle dite stratifiée. Elle a consisté à d'abord subdiviser la population cible en groupes homogènes pour ensuite opérer un choix aléatoire dans chaque groupe. Ainsi, l'étude a été menée dans cinq secteurs (les secteurs n° 1, 2, 3, 5 et 9) de la ville de Koudougou. Dans chaque secteur, nous avons enquêté dix ménages, soit un total de cinquante (50) ménages (Tableau n° 1). Si le choix de ces ménages a été fait de façon aléatoire, l'objectif était une perspective exploratoire qui visait à identifier les stratégies d'adaptation des populations face aux pénuries d'eau.

Tableau n° 1 : Répartition des enquêtés

Population cible	Effectifs	Pourcentage (%)
Secteur 1	10	20
Secteur 2	10	20
Secteur 3	10	20
Secteur 5	10	20
Secteur 9	10	20
Total	50	100

Source : Enquête de terrain, 2025.

1.3. Traitement des données

Pour la réalisation de cette étude, plusieurs outils de collecte des données ont été employés. Il s'agit entre autres du logiciel QGIS 2.18 et de Word 2013, de l'application KoboCollect et du téléphone portable. Le logiciel QGIS 2.18 a été utilisé pour la réalisation des cartes. Le logiciel KoboCollect a permis d'une part l'élaboration des fiches d'enquête et d'autre part le dépouillement des données collectées. Le téléphone portable a été utilisé pour la prise des photos afin de mettre en évidence les infrastructures hydrauliques. Le logiciel Word 2013 a été essentiel pour la rédaction, la mise en forme et la mise en page de notre travail.

2. Résultats de la recherche

2.1. Diagnostic de l'offre en eau potable dans la ville de Koudougou

2.1.1. Une offre contrariée par des conditions naturelles défavorables au stockage de l'eau

Le substrat géologique de la ville de Koudougou appartient aux formations cristallines de l'antébirrimien et du birrimien. Ce sont des granites, des migmatites, des gneiss et des schistes de Toum. Les sols sont pauvres en phosphore, en azote et en matières organiques. Ils ne sont pas favorables à l'infiltration des eaux de surface dont l'évaporation est accélérée par une forte chaleur. Leur valeur agricole est moyenne et dépend en partie de la protection des sols ferrugineux. Le capital foncier continue de se dégrader sous les effets de la pression de l'homme sur les ressources naturelles : diminution du couvert végétal, érosion éolienne et lessivage des sols arables par le ruissellement des eaux de pluies.

Le climat de la province du Boulkiemdé, dont Koudougou est le chef-lieu, est de type subtropical avec deux saisons distinctes : une saison sèche qui s'étend d'octobre à avril, et une saison de pluies plus courte de juin à septembre. Les mois de juillet et d'août sont les périodes de grandes pluies. Les pluies sont mal réparties dans l'espace et dans le temps. Le nombre de jours de pluie et la hauteur d'eau annuelle recueillie varient suivant les années. En effet, sur le plan pluviométrique, Koudougou se situe en zone climatique nord-soudanienne entre les isohyètes interannuelles 700 mm et 800 mm. Les maxima pluviométriques annuels peuvent atteindre 1 000 mm et les minima descendre à moins de 600 mm.

Le Boulkiemdé ne dispose pas de forêts classées. La végétation est composée d'une savane arbustive dominante, formée d'arbustes ne dépassant pas 7 mètres, et d'une savane arborée constituée d'arbres et de graminées avec des arbres de 10 à 12 mètres. Les feux de brousse impactent sur la longévité des arbres et arbustes ; cependant, certaines espèces végétales reprennent vie après les premières pluies. Il existe des plantations artificielles qui peuvent être collectives ou individuelles. Quant au couvert végétal, il diminue inexorablement sous les effets conjugués de la pression démographique et du mode d'exploitation non durable des ligneux. Grâce

à l'appui technique et financier des partenaires au développement, la population a orienté ses efforts vers certaines actions telles que la régénération naturelle assistée, les mises en défens et les plantations (collectives, individuelles et familiales).

2.1.2. Une insuffisance des sources d'approvisionnement en eau potable à Koudougou

À Koudougou, les principales sources d'eau sont la station de traitement d'eau potable de l'ONEA pour la ville, qui puise dans des ressources souterraines et de surface, le barrage de Palogo, qui sert à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche, ainsi que les eaux souterraines (nappes phréatiques) et les eaux de surface (rivières, étangs) qui alimentent les puits et forages en milieu rural et semi-urbain. La station de traitement d'eau de l'ONEA est la source principale de l'eau potable pour la population de Koudougou. Cette station puise dans les ressources en eaux souterraines (nappes) et en eaux de surface pour produire l'eau distribuée via un réseau. Le barrage de Palogo est une installation hydro-agricole majeure qui stocke l'eau et alimente les activités agricoles, pastorales et de pêche dans la commune.

Pour les populations rurales et semi-urbaines, les eaux souterraines sont exploitées à travers des puits et des forages. Les eaux de surface (rivières, étangs) constituent également une source d'eau qui peut être utilisée. Au nombre des modes d'approvisionnement en eau potable, nous avons les branchements ONEA à domicile, les pompes à motricité humaine (PMH), les forages, les puits modernes et les bornes-fontaines.

Au-delà de ces sources, nous constatons que dans la ville de Koudougou, malgré son statut de ville secondaire du Burkina Faso, il existe toujours une consommation d'eau insalubre à partir des puits traditionnels dont la plupart sont non protégés. En effet, à partir du traitement des données recueillies auprès des 50 ménages enquêtés des 5 secteurs, 58 % des populations s'approvisionnent en eau à domicile à travers les branchements ONEA, 26 % auprès des bornes-fontaines, 4 % utilisent les puits modernes, 2 % les PMH et 10 % les puits traditionnels.

Tableau n° 2 : Récapitulatif des sources d'approvisionnement par secteur

Secteurs	ONEA	BF	PM	PMH	PT
1	2	6	0	1	1
2	5	5	0	0	0
3	6	0	0	0	4
5	7	1	2	0	0
9	9	1	0	0	0
Total	29	13	2	1	5
Pourcentage	58 %	26 %	4 %	2 %	10 %

Source : Données recueillies des enquêtes, 2025. Légende : ONEA = branchement ONEA ; BF = borne-fontaine ; PM = puits moderne ; PMH = pompe à motricité humaine ; PT = puits traditionnel.

Photographie n° 1 : Infrastructure hydraulique à Koudougou

Source : Bonkougou S. R., 2025.

2.1.3. Une offre en eau insuffisante et irrégulière

Dans leur approvisionnement en eau potable, les citoyens de la ville de Koudougou disent faire face à d'énormes problèmes. Les problèmes les plus récurrents soulevés par les populations sont les coupures intempestives, les longues files devant les forages d'eau, l'éloignement des points d'approvisionnement et la cherté des factures d'eau. Concernant les coupures d'eau, ils sont nombreux à dire qu'elles sont fréquentes — toute chose qui perturbe leurs activités socio-économiques. En effet, sur les 50 ménages enquêtés des 5 secteurs, 88 % des citoyens pointent du doigt les coupures d'eau. Pour les usagers des bornes-fontaines, les coupures occupent beaucoup leur temps : elles sont estimées à 16 % des enquêtés. Sur les 16 % des enquêtés, ils se disent éloignés de leurs sources d'approvisionnement, ce qui complique leur approvisionnement en eau potable. Par rapport aux coûts, ils sont nombreux les citoyens qui estiment chères les factures d'eau et le processus d'approvisionnement des branchements ONEA à domicile. En effet, pour 20 % de la population, les factures sont chères.

Au-delà des problèmes de distance, de coûts, de coupures, de qualité et de fuites, les enquêtés ont soulevé d'autres difficultés. De ces difficultés, il ressort l'insuffisance des infrastructures telles que les pompes à motricité humaine et la faible pression de l'eau, les amenant à consacrer beaucoup de temps dans leur approvisionnement en eau potable. Également, les enquêtés trouvent que le

nouveau système de cumul des deux factures par passage est une difficulté. En effet, pour eux, cette manière de faire crée des confusions à leur niveau et pose des difficultés telles que le respect des délais de paiement pouvant leur occasionner des risques de pénalités.

L'indisponibilité de l'eau précédemment évoquée a une répercussion sur les prix. La fluctuation du prix de cette ressource dépend non seulement des saisons, mais aussi de plusieurs autres facteurs. En saison sèche, où le problème de disponibilité se pose avec acuité, les prix montent. À partir du mois de mars en général surviennent les pénuries d'eau, et cela entraîne une variation du prix de l'eau qui évolue selon les sources d'approvisionnement. Ainsi, dans les bornes-fontaines, il reste plus cher que dans les forages. En plus, dans ces lieux d'approvisionnement, le prix de l'eau se fixe aussi en fonction de la disponibilité et de l'accessibilité, particulièrement en période de pénurie où les coupures d'eau demeurent quasi journalières.

À ces facteurs, on peut ajouter l'accessibilité à l'eau potable : le temps passé par jour et par aller-retour à la source, y compris l'attente, ne doit pas dépasser les 30 minutes (WASHCost, 2012 ; S. Dos Santos, 2015, cité par S. Rouamba, 2017 : 210). À Koudougou comme dans les autres villes, il faut souligner aussi que la pénibilité du transport et la souffrance que cela occasionne dépendent des moyens de locomotion mis en jeu. Le fût de 200 litres transporté sur une charrette adaptée comme moyen de collecte d'eau permet de convoier une importante quantité d'eau à domicile.

2.2. État des lieux de la demande en eau

2.2.1. Une forte demande en eau liée à la démographie

La ville de Koudougou, considérée comme la troisième ville du pays, connaît, comme bien d'autres centres urbains, une forte croissance urbaine. La population de Koudougou est passée de 92 580 habitants en 1985 à 112 852 habitants en 1996, puis à 138 209 en 2006. Elle a augmenté, entre 1985 et 2006, au taux annuel moyen de 1,93 %. Entre 1985 et 1996, le taux de croissance était de 1,82 % contre 2,05 % entre 1996 et 2006. La population de la ville était de 160 239 habitants lors du recensement général de la population et de l'habitation en 2019 (INSD, 2022 : 38).

Dans l'ensemble, l'examen de ces données démographiques révèle que la population de Koudougou est aujourd'hui en croissance. Cette croissance serait liée non seulement à l'accroissement naturel de la population, mais aussi au phénomène de la migration, à l'implantation des services régionaux, à la création de l'université et des grandes écoles de formation (ENS/UNZ, ENSP) et à la présence des personnes déplacées internes. Ces facteurs non naturels ont pu avoir un impact positif sur la croissance démographique de la ville de Koudougou. En effet, l'implantation de l'université et des écoles de formation dans la ville a, par exemple, favorisé l'installation de milliers d'étudiants, la création d'emplois dans le

commerce, la restauration, le logement, sans oublier les aspects ludiques. Dans le centre urbain de Koudougou, les secteurs 5, 6 et 1 sont les plus peuplés avec respectivement 14 208, 11 244 et 10 987 habitants : ces trois secteurs concentrent 41,32 % de la population du centre urbain de Koudougou. À l'inverse, les secteurs 4, 7 et 3 sont peu peuplés (avec 16,87 % de la population de Koudougou Centre). Le centre urbain connaît une densité moyenne de 11,91 hab./ha (SDAU, 2012 : 25).

Après le coup d'État du lundi 24 janvier 2022, le gouvernement actuel du MPSR 2 maintient la dissolution du gouvernement et des collectivités territoriales instaurées. Les délégations spéciales sous le format actuel sont régies par le décret 2022-0118/PRES-TRANS/PM/MATDS/MEFP du 3 mai 2022 portant conditions d'installation, composition, organisation, attributions et fonctionnement de la délégation spéciale dans une collectivité territoriale. Le conseil actuel est dirigé par un président de délégation spéciale (PDS). Les principaux organes de la commune sont, en plus de la délégation et du PDS, le premier et le deuxième adjoint du maire, une commission aux affaires générales, sociales et culturelles, une commission aux affaires économiques et financières et une commission Environnement et Développement. Le PDS est assisté dans ses fonctions administratives par un secrétaire général de mairie nommé par l'État.

Sur le plan de la gouvernance locale, la commune urbaine de Koudougou exerce la maîtrise d'ouvrage dans le domaine des services urbains, y compris la gestion de l'eau potable. En outre, elle est responsable de l'élaboration et de l'exécution des politiques et plans de développement dans le respect des grandes orientations de l'État.

2.2.2. Une demande exigeant une eau de qualité

Les enquêtes menées dans le cadre de la présente étude indiquent aussi les perceptions de la qualité de l'eau de l'ONEA. Dans l'ensemble, on distingue, sur les cinquante (50) ménages enquêtés dans les cinq (5) secteurs de la commune, deux manières de percevoir la qualité. Pendant que certaines personnes pensent que l'eau de l'ONEA est bonne, d'autres trouvent qu'elle est moyennement bonne. La proportion de la dernière catégorie de la population enquêtée est estimée à environ 41,46 %. En dehors de ces principales perceptions, une autre catégorie de la population enquêtée trouve par contre que la qualité dépend de la période. En effet, celle-ci trouve que la qualité de l'eau de l'ONEA dans l'ensemble est bonne ; cependant, le problème se situe au niveau de la qualité de l'eau distribuée après les coupures. Selon ces personnes, cette eau est généralement trouble et moins rassurante quant à la qualité de celle-ci.

2.3. Des stratégies pour une gestion efficace de l'eau au regard des problèmes existants

2.3.1. Des problèmes rencontrés par les acteurs de la gestion de l'eau à Koudougou

La gestion des services d'eau potable, comme le soulignent J. H. Nansi et D. Dahani (2022 : 1716), par les collectivités, apparaît comme une approche pertinente et efficace pour une durabilité des services sur le plan social, économique et technique. Cela nécessite que ces dernières aient la volonté, les moyens humains et financiers nécessaires à l'accomplissement de cette tâche.

Les autorités communales, lors de notre entretien, ont soulevé plusieurs difficultés qui handicapent le développement du secteur de l'eau potable dans la ville de Koudougou. Elles évoquent surtout l'insuffisance des moyens financiers, les problèmes fonciers pour l'installation surtout des forages, des puits modernes et des pompes à motricité humaine. Les responsables ont formulé plusieurs recommandations pour une amélioration de la gestion de l'eau dans la commune. Il s'agit d'un accompagnement de la part de l'État pour financer les projets d'adduction d'eau potable dans la ville de Koudougou, d'une meilleure collaboration avec les acteurs privés pour pallier le manque de branchements de l'ONEA dans les zones périphériques, d'une prise de conscience collective de tous les acteurs dans la gestion des services urbains, d'une hausse du taux d'accès à l'eau potable et enfin d'une gestion pérenne des ouvrages hydrauliques.

En ce qui concerne les acteurs privés, les problèmes rencontrés dans la distribution de l'eau sont des problèmes techniques, fonciers et financiers. Ils évoquent par ailleurs une insuffisance en matière d'accompagnement de l'État et des autorités communales. Comme suggestions, les acteurs privés demandent un appui pour la maintenance des équipements hydrauliques et des subventions des coûts du matériel et d'installation des infrastructures hydrauliques. Pour les agents de l'ONEA, les problèmes sont divers. Ils se résument à l'insuffisance financière, le sous-équipement, le faible recouvrement des coûts des investissements et l'insuffisance des ouvrages hydrauliques dont les châteaux de distribution.

À Koudougou, la problématique d'accès à l'eau potable est plurielle et se caractérise par une diversité de facteurs. Selon les responsables, cette problématique est d'abord liée à la faible capacité de production de l'ONEA. En outre, l'augmentation des demandes de branchements privés d'eau ne s'accompagne pas d'une augmentation de la capacité de production. Cette situation serait en partie provoquée par la forte dépendance de l'ONEA vis-à-vis des financements extérieurs. Il y a également l'insuffisance de personnel qualifié et l'ensablement des sources de captage d'eau dont le barrage de Salbisgo. Avec l'extension spatiale rapide de la ville, les canalisations posées sont limitées et ne couvrent pas toute la ville, d'où la nécessité de les prolonger. On note en plus de

ces contraintes la vétusté des tuyaux de captage d'eau. C'est ainsi que la desserte est davantage difficile en zone hors lotissement ou zone non lotie.

Un autre problème non moins important est la disponibilité de la ressource eau. La difficulté se situe au niveau de la qualité de l'eau, affectée depuis la base par l'agriculture urbaine, notamment la culture maraîchère (l'eau est chargée de boues et autres débris issus de cette activité). La ressource eau étant la matière première pour les activités de l'ONEA, sa raréfaction, sa faible mobilisation ou sa pollution peut compromettre la production d'eau potable au cours de la période de planification à venir.

Pour un bon fonctionnement de la gestion des services d'eau potable à Koudougou, les responsables de l'ONEA demandent aux autorités d'améliorer les conditions de vie et de travail des agents, de recruter du personnel qualifié et surtout le renouvellement immédiat de certains matériels et équipements indispensables pour une bonne exécution des tâches techniques. Et surtout de mener une lutte contre l'ensablement des sources de captage qui s'aggrave d'année en année au risque de paralyser un jour l'approvisionnement en eau de la ville entière.

2.3.2. Une gestion de la clientèle à améliorer

En milieu urbain, la proportion de ménages ayant une bonne, voire très bonne appréciation des procédures de gestion liées à l'eau est respectivement de 56,4 % et 0,8 %, contre 7,8 % qui en ont une mauvaise appréciation. Un peu plus de la moitié des ménages enquêtés (50,7 %) affirment que leur opérateur de gestion du service de l'eau ne les informe pas en cas de rupture de service, tandis que 48 % affirment qu'ils sont informés des cas de rupture de service par l'opérateur. Il ressort cependant que 72,3 % des ménages ne se sont jamais plaints des problèmes de pénurie d'eau, contre 27,7 % qui prétendent le contraire car ils estiment qu'il n'y aura pas de suite.

Par ailleurs, il ressort que 23,3 % des ménages enquêtés ont déposé une plainte auprès de l'ONEA qui est l'opérateur attitré en milieu urbain, 4,2 % auprès des gérants de borne-fontaine, 2,1 % auprès de l'opérateur de service de l'eau, 1,7 % auprès des autorités communales. Sur l'ensemble des plaintes déposées en milieu urbain, seulement 2,9 % des ménages ont reçu une suite à leur plainte, 24,7 % ont prétendu le contraire. Les ménages ont reçu une réponse suite à leur plainte, dans les délais suivants : 0,8 % dans un délai de 48 heures, 0,6 % dans un délai d'un mois, et 0,2 % respectivement dans un délai de 24 heures, 7 jours, 14 jours et plus d'un mois. La gestion de la clientèle mérite donc d'être améliorée.

3. Discussion

Les défis liés à l'approvisionnement en eau potable constituent un souci majeur pour les autorités dans les pays en développement. La ville de Koudougou, considérée comme la troisième ville du Burkina, connaît une croissance spatiale et

démographique sans précédent. La création de l'université (Université Norbert Zongo) et des grandes écoles de formation comme l'École Normale Supérieure (ENS) et l'École Nationale de Santé Publique (ENSP) ont entraîné un afflux massif de population. L'augmentation de la population va de pair avec une hausse de la demande en services urbains comme l'eau potable qui constitue un besoin fondamental ; par contre, l'offre ne suit pas la demande.

3.1. Confrontation des résultats sur l'offre et la demande

Les résultats de la présente étude corroborent ceux d'autres études. Dans la ville de Koupéla, Y. Noba (2024) a identifié plusieurs problèmes liés à l'accès à l'eau potable, ce qui rejoint nos enquêtes où 88 % des citoyens pointent du doigt les coupures d'eau. Les problèmes de coupures d'eau, de baisses de pression, du coût élevé de l'eau sont les plus soulignés par les populations qui s'alimentent majoritairement à travers des sources publiques. Par contre, les longues files d'attente et les longues distances ont été soulevées par les ménages s'approvisionnant dans les bornes-fontaines, les pompes à motricité humaine et les postes d'eau autonomes. Cette hypothèse est encore soutenue par A. Healy et al. (2020) dans le cadre d'une étude menée dans la ville de Lagos au Nigeria. L'étude a montré que dans les villes où les foyers sont plus souvent raccordés à un réseau de distribution, les habitants font face à des interruptions de service et à des débits d'eau inconstants en raison d'une forte demande qui ne cesse d'augmenter.

L'étude de T. A. M. Sawadogo (2024) sur la ville de Koudougou met en évidence les stratégies d'approvisionnement en eau potable. Il démontre que la ville dans son ensemble connaît des difficultés liées à l'approvisionnement en eau, mais plus particulièrement les zones périphériques notamment les non-loties. Par contre, cette étude met l'accent sur des zones aménagées qui disposent d'infrastructures urbaines et qui ne devraient pas connaître des problèmes d'eau.

3.2. Analyse de la gouvernance et des réformes

Les différentes réformes engagées par le pays quant à la gestion des services urbains ont abouti à une gestion participative telle que prônée par la décentralisation, constituant le nouveau mode de gestion depuis son ancrage dans la constitution du 2 juin 1991. En effet, selon la loi suprême, « le Burkina Faso est organisé en collectivités territoriales » (article 143 de la constitution) et l'article 145 de renchérit que « la loi organise la libre participation démocratique des populations à la libre administration des collectivités territoriales ».

Cette gestion décentralisée de l'eau potable devrait s'accompagner d'un transfert de moyens devant permettre aux autorités locales d'assurer leurs missions, mais reste confrontée à des insuffisances. De ce fait, le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité alimentaire (MARHASA) dans son rapport sur la politique nationale de l'eau montre que la

gestion décentralisée de l'eau doit en effet s'accompagner de l'accès du plus grand nombre de la population à l'approvisionnement en eau potable. La décentralisation soulève tout de même des défis importants pour lesquels les principaux acteurs doivent aider les collectivités territoriales à relever (MARHASA, 2015).

C'est pourquoi J. Compaoré (2012) souligne que les transferts de compétences par l'État doivent être accompagnés du transfert aux collectivités territoriales des moyens et des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences ; il est donc illusoire d'attribuer des compétences sans en assurer les moyens nécessaires à leur exercice concret par les entités réceptrices.

3.3. Perception de la qualité et gestion de la clientèle

Le problème de la qualité de l'eau perçue par les populations dans le cadre de cette étude est aussi traité ailleurs mais de façon diverse. En effet, contrairement à cette étude où le problème de la qualité est pointé sur l'eau desservie par l'ONEA (l'acteur ayant le monopole de l'approvisionnement en eau potable dans les centres urbains), Y. Noba et R. S. Bonkougou (2024) ont démontré que la qualité de l'eau des sources privées notamment des postes d'eau autonomes était appréciée négativement par les populations dans la ville de Koupéla au Burkina Faso. Enfin, la gestion de la clientèle mérite d'être améliorée car 50,7 % des ménages affirment que leur opérateur ne les informe pas en cas de rupture de service. Sur l'ensemble des plaintes déposées, seulement 2,9 % des ménages ont reçu une suite. Pour un bon fonctionnement, comme souligné par J. H. Nansi et D. Dahani (2022), cela nécessite que les collectivités aient la volonté, les moyens humains et financiers pour l'accomplissement de cette tâche.

Conclusion

La ville de Koudougou est confrontée à des problèmes liés à l'alimentation en eau potable. Les résultats issus de cet article montrent une gestion décentralisée du service eau potable dans laquelle des problèmes de moyens se posent avec acuité. Le transfert de la gestion des services au niveau local n'a pas forcément été accompagné d'un transfert de moyens techniques, financiers et humains y afférents. Avec une population urbaine en pleine croissance qui se traduit par une extension spatiale non maîtrisée, le service urbain en réseau pose d'énormes soucis.

De ce fait, plusieurs problèmes sont rencontrés par les populations de la ville de Koudougou. L'enquête révèle, entre autres, des coupures intempestives d'eau au niveau des branchements domestiques et des bornes-fontaines, les longues distances entre les ménages et certaines sources d'eau et aussi le coût élevé des factures. Dans un modèle de gestion participative avec une multitude d'acteurs, les principaux acteurs proposent des recommandations afin d'améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la ville.

Les enquêtés, c'est-à-dire la population de façon générale, au regard des difficultés auxquelles elle est confrontée, proposent des solutions idoines. Elle sollicite que les frais d'installation des branchements particuliers soient davantage baissés car jugés très onéreux et difficilement accessibles au plus grand nombre. Il faut que l'ONEA implante davantage de bornes-fontaines dans les quartiers dépourvus de points d'eau. Ces actions devront permettre aux ménages qui ne disposeraient pas de branchement à domicile de se procurer de l'eau dans ces sources sans pour autant être obligés de parcourir de très longues distances pour s'en approvisionner.

Les populations encouragent l'ONEA à travailler à améliorer la qualité de la ressource. Elles en appellent à la mise en place d'une équipe de veille permanente disponible pour une gestion efficace et efficiente des fuites qui causent d'énormes pertes régulièrement. La municipalité, chargée de la gestion du service eau potable dans la gestion décentralisée des services, rencontre de nombreux problèmes pour assurer pleinement son rôle. En somme, retenons que l'efficacité de la gestion de l'eau à Koudougou ne dépendra pas seulement de l'augmentation des capacités techniques, mais de l'intégration réelle de la planification hydraulique dans les documents d'urbanisme tels que le SDAU.

Références bibliographiques

Articles scientifiques

- BARON Catherine et BONNASSIEU Alain, 2011, « Les enjeux de l'accès à l'eau en Afrique de l'Ouest : diversité des modes de gouvernance et conflits d'usages », *Mondes en développement*, n° 156, vol. 4, p. 17-32.
- BARON Catherine et BONNASSIEU Alain, 2013, « Gouvernance hybride, participation et accès à l'eau potable. Le cas des associations d'usagers de l'eau (AUE) au Burkina Faso », *Annales de géographie*, n° 693, vol. 5, p. 525-548.
- BONKOUNGOU Roger Sylvain, 2021, « Gestion des services urbains dans les villes pauvres », *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n° 8, p. 440-455.
- BONKOUNGOU Roger Sylvain et NOBA Yobi, 2025, « Sécheresse, croissance démographique et défis hydriques au Sahel », *Revue Africaine de Géographie*, vol. 12, n° 3, p. 370-388.
- LAVIGNE DELVILLE Philippe, 2018, « Les réformes de politiques publiques en Afrique de l'Ouest, entre polity, politics et extraversion : eau potable et foncier en milieu rural (Bénin, Burkina Faso) », *Gouvernement et Action Publique*, vol. 7, n° 2, p. 53-73.
- NANSI Juste Hermann et DAHANI Dramane, 2022, « Gouvernance des services d'eau potable et d'assainissement dans la commune de Koudougou, Burkina Faso », *International Journal of Biological and Chemical Sciences*, vol. 16, n° 4, p. 1705-1720.

NOBA Yobi et BONKOUNGOU Roger Sylvain, 2024, « Les enjeux d'une gestion décentralisée de l'eau potable dans la commune urbaine de Koupéla, Burkina Faso », *Les Cahiers de l'ACAREF*, vol. 6, n° 1, p. 281-298.

OUÉDRAOGO Habibou et OUÉDRAOGO Manhamady, 2023, « Évolution des inégalités sociale et spatiale d'accès à l'eau potable au Burkina Faso entre 2010 et 2021 », *Espace Populations Sociétés*, vol. 39, n° 2, p. 163-179.

Ouvrages et rapports

BANHORO Yacouba et DEBEVEC Liza, 2020, *Analyse de textes législatifs et règlementaires concernant la réforme du système de gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau potable en milieux rural et semi-urbain au Burkina Faso*, Colombo, Sri Lanka, Institut International de Gestion de l'Eau (IWMI), 29 p.

GLOBAL WATER PARTNERSHIP / AFRIQUE DE L'OUEST, 2009, *Évaluation de la gouvernance de l'eau au Burkina Faso : analyse de la situation et actions prioritaires*, Ouagadougou, GWP/AO, 55 p.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE, 2006, *Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2006 (RGPH-2006). Monographie de la région du Centre-Est*, Ouagadougou, INSD, 174 p.

MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT, 2016, *Programme Gouvernance du secteur Eau et Assainissement du Burkina Faso 2016-2030*, Ouagadougou, MEA, 127 p.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU, 1997, *Politiques et stratégies en matière d'eau au Burkina Faso*, Ouagadougou, MEE, 37 p.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU, 2001, *État des lieux des ressources en eau du Burkina Faso et de leur cadre de gestion. Rapport final*, Ouagadougou, MEE, 115 p.

WATERAID, 2021, *Changement climatique et sécurité de l'eau au Burkina Faso et au Niger*, Ouagadougou, WaterAid, 24 p.

Extraits d'ouvrages

LASSERRE Frédéric, 2021, « Préface », in ALLARD D. (dir.), *Planète assoiffée. Quelle gouvernance mondiale pour l'eau ?*, Québec, Éditions Commerce Monde, p. i-xv.

Mémoires et thèses

BANGOU Namoussa Yenoapo François, 2020, *Décentralisation et accès à l'eau potable : gouvernance du service public de l'eau dans la commune de Pô au Burkina Faso*, Mémoire, Université de Liège, Liège, 106 p.

COMPAORÉ Jérôme, 2012, *La maîtrise et la gestion de l'eau dans un contexte de décentralisation au Burkina Faso depuis 2006 : état des lieux et perspectives dans une dynamique de développement et de communication*, Thèse de doctorat, Université Panthéon-Assas, Paris, 490 p.

- GAGRE Marius, 2013, *Répartition spatiale des forages et accès à l'eau potable en milieu rural au Burkina Faso : commune de Bingo*, Mémoire de Maîtrise, Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, 85 p.
- KIEMDE Joséphine, 2013, *La gestion de l'eau en petite irrigation dans la commune de Dano (province de Ioba) : adaptabilité et vulgarisation des méthodes de Dreyer*, Mémoire, Université de Ouagadougou, Ouagadougou, 73 p.
- KOALA Suzanne, 2014, *Variabilité climatique et valorisation des ressources en eau dans le bassin versant du barrage de Salbisgo*, Mémoire de Maîtrise, Université de Koudougou, Koudougou, 128 p.
- MILOGO Bonaventure, 2014, *Gestion locale des ressources en eau dans la commune locale de Satiri*, Mémoire, Université de Ouagadougou, Ouagadougou, 98 p.
- OUÉDRAOGO Moussa, 2016, *Décentralisation et dynamiques locales de développement durable au Burkina Faso : étude de cas dans les communes rurales de la région de la Boucle du Mouhoun*, Thèse de doctorat, Université du Maine, Le Mans, 362 p.
- ROUAMBA Songanaba, 2017, *Variabilité climatique et accès à l'eau dans les quartiers informels de Ouagadougou*, Thèse de doctorat, Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, 265 p.
- SAWADOGO Tewendé Antoine Marie, 2024, *Les stratégies d'approvisionnement en eau potable et leurs conséquences socio-économiques et environnementales dans les zones non loties de la ville de Koudougou*, Mémoire, Université Norbert Zongo, Koudougou, 122 p.
- YAROU Halissou, 2017, *Approvisionnement en eau potable en milieu rural à l'aide d'un dispositif autonome utilisant les TIC : cas de la commune de Kandi au Bénin*, Mémoire de Master, Université d'Abomey-Calavi, Abomey-Calavi, 67 p.

Documents Internet

- SYLLA Ibrahima, 2011, « Rumeurs et frayeurs autour de l'eau dans le monde », en ligne sur www.grid.unep.ch, consulté le 16 décembre 2025.